

Au Moyen-Orient, la diplomatie macronienne refuse l'enlèvement

Publié dans le [numéro 36 de la LettreM](#).

Dix-huit mois après l'élection du Président Emmanuel Macron, la France reste mobilisée sur les principaux [dossiers du Moyen-Orient](#), malgré certains doutes. A ce stade du quinquennat, la progression paraît difficile sur ces délicats dossiers de politique extérieure, surtout après le [recentrage voulu par rapport aux années précédentes](#).

Ayant assumé son pragmatisme sur les dossiers moyen-orientaux, [y compris celui de la Syrie](#), en dépit des réserves qui remontent vers l'Élysée de divers cercles diplomatiques ou intellectuels à Paris, Macron se veut réactif dans un contexte particulièrement versatile. C'est l'image qu'il projette auprès de ses partenaires du Moyen-Orient. Les milieux critiques, même ceux qui sont réticents à l'influence française, lui reconnaissent également sa réactivité et son pragmatisme avéré. Le Président Macron a le mérite d'agir activement pour le maintien d'une présence française sur les dossiers les plus importants, et de donner de la voix. Il a ce mérite même s'il n'y a [aucune garantie de résultats](#).

Sur le dossier israélo-palestinien, il tente de relancer *son deal* du siècle, face au règlement proposé par les Etats-Unis. A la veille du Forum de Paris pour la Paix (11-13 novembre), il décide de dépêcher à Ramallah et à Tel-Aviv son conseiller diplomatique, Aurélien Lechevallier, alors que l'administration Trump envoyait sur zone son émissaire pour la paix au Proche-Orient Jason Greenbalt.

Sur le dossier syrien, il décide de prendre ses distances à l'égard de Washington en se rapprochant de Moscou et d'Ankara. Avec la Chancelière allemande Angela Merkel, il tente de ramener l'Europe dans le jeu en s'associant, les 26-27 octobre, au sommet d'Istanbul aux côtés des Présidents Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine. Tout en évoquant « deux guerres » en Syrie, l'une contre Daech et l'autre menée par le Président Bachar el-Assad contre son peuple, Macron maintient l'engagement des Armées françaises sur le front anti-djihadiste, tout en admettant la survie, qu'il espère provisoire, du régime actuel.

La guerre contre l'Etat Islamique au Levant, et malgré l'optimisme de l'Etat-major français, n'est pas pour autant terminée. Pour les Armées françaises, cela ouvre forcément la voie à une présence directe proche du front, présence qui pourrait prendre la forme d'un déploiement des Forces spéciales en **Jordanie**, un pays qui pourrait être menacé par l'EI, et qui offre actuellement une base logistique à l'Armée de l'Air française.

Sur l'Iran, le Président français, et malgré des relations franco-iraniennes fragilisées par des dossiers d'ordre sécuritaire, continue d'agir [afin d'éviter la perte définitive de l'accord nucléaire](#), avec [l'espoir de le réanimer](#) éventuellement. Avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et l'UE, la France dénonçait, le 2 novembre, les nouvelles sanctions américaines contre l'Iran. Toujours dans cette partie du Moyen-Orient, Macron reste particulièrement vigilant [sur le dossier libanais](#) : il se rend d'ailleurs au Liban en février 2019, ainsi qu'en **Irak** devenu une ligne de démarcation irano-américaine. Avant Beyrouth et Bagdad, il devrait se rendre en

Egypte. [Le Président Abdel-Fattah al-Sissi est un important partenaire](#) militaire pour Paris sur plusieurs théâtres d'opérations, y compris et surtout en [Libye](#), et c'est un partenaire économique et politique à fort potentiel. **En Libye**, l'Elysée ne désespère pas [d'imposer son agenda](#), annoncé lors de la conférence de la Celle Saint-Cloud en 2017, face à des Italiens de plus en plus offensifs et qui tenteront d'imposer leur propre agenda lors de la conférence de Palerme (12-13 novembre) soutenue par Washington.

Dans le **Golfe arabo-persique**, où elle a [su éviter de s'immiscer dans le conflit](#) qui oppose le **Qatar** à ses voisins arabes, la France entretient des relations solides avec la plupart des Etats membres du Conseil arabe de Coopération du Golfe. Il y a **l'Arabie saoudite**, qui demeure au centre de l'alliance américano-arabe et au cœur des intérêts américains au Moyen-Orient, et qui attend de trancher l'avenir de son turbulent Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz (re)parti, semble-t-il, pour survivre à plusieurs Présidents français. La France, tout en étant « exigeante », a su rester prudente dans la gestion de ses relations avec MBS après l'éclatement de [l'affaire Khashoggi](#), et limiter sa prise de risque sur ce dossier. L'Arabie saoudite est et restera un partenaire incontournable sur la zone et au-delà : un partenaire stratégique, économique, militaire, diplomatique. Un acteur géopolitique de premier plan dont la France, tout comme les Etats-Unis d'ailleurs, ne pourrait se passer rapidement, et sans préjudices. L'affaire Khashoggi libère l'administration américaine face aux caprices de MBS, jusqu'à lui sommer d'arrêter la guerre au Yémen, de se réconcilier avec le Qatar, et de gérer au mieux ses relations avec Erdogan. La régulation du marché pétrolier a besoin aussi d'une coordination sereine entre Riyad et les acteurs internationaux et notamment Washington, tout comme « le deal du siècle » qui a impérativement besoin d'une couverture arabo-islamique que l'Arabie saoudite et ses voisins sont tout à fait disposés à offrir.

En plus du **Yémen**, ce dossier qui [commence à embarrasser la France](#) aussi, du [Qatar](#), de la Turquie, du pétrole, et du conflit israélo-palestinien, l'administration Trump propose, ou impose, aux Saoudiens son projet de **Middle East Strategic Alliance** (MESA) : l'Arabie saoudite est au centre de cette alliance stratégique, aux dimensions militaires, économiques et politiques, qui regroupe aussi, en plus des cinq autres Etats membres du CCG, l'Egypte et la Jordanie. « L'Otan arabe », piloté par les Etats-Unis avec une bienveillance certaine des Israéliens, vise avant tout à contrer l'influence grandissante de l'Iran au Moyen-Orient.

La France est un partenaire militaire historique pour la plupart des pays membres de MESA, et elle ne conçoit pas qu'elle puisse être évincée par le rouleau compresseur américain. Outre les relations bilatérales savamment entretenues avec la plupart des pays arabes membres de l'alliance, ces pays créditent la France d'une *valeur ajoutée incompressible* face aux Etats-Unis et aux autres partenaires internationaux. Cette valeur ajoutée française est encore plus appréciée après la parenthèse Obama, et à la lumière des aléas de la politique américaine au Moyen-Orient. L'agenda politique interne aux Etats-Unis doit également encourager les partenaires arabes à préserver leurs relations les plus stables, comme celles que la plupart d'entre eux entretiennent avec la France, tout en s'ouvrant, dans les limites du tolérable, sur d'autres acteurs internationaux dont la Russie, l'Inde et, surtout, la Chine.

Dans le Golfe, la France compte sur ses [relations avec Abou Dhabi](#) et avec son Prince héritier **Mohammad Ben Zayed Al Nahyan** dont on attend qu'il propose une nouvelle date pour sa visite officielle à Paris qu'il a dû reporter après l'éclatement de la crise Khashoggi-MBS. Elle

entretient des **relations solides aussi avec le Qatar bien évidemment, et avec Bahreïn, le Koweït et Oman**. L'action diplomatique que doit mener actuellement le Président Macron en direction du Golfe est, avant tout, une action équilibrée, prudente, et exigeante. Elle sera « exigeante », pour utiliser un terme employé par le Président français lui-même en évoquant l'affaire Khashoggi, [car la France défend aussi dans ses relations extérieures, des valeurs](#). Elle sera prudente car, aux yeux de ses propres partenaires arabes, y compris les plus fidèles comme les Emirats Arabes Unis, les ingérences extérieures constituent une ligne rouge qu'aucun partenaire, à l'exception peut-être des Etats-Unis de Trump, ne peut s'autoriser à dépasser. [Elle sera équilibrée](#), d'autant que les relations interarabes sont elles-mêmes déstabilisées. Cette recherche d'équilibre concerne, surtout, les puissances rivales de la future MESA : l'Iran et la Turquie.

C'est probablement en s'appuyant sur son solide partenariat avec [Abou Dhabi et Le Caire](#) que le Président Macron aura le plus de chances de concrétiser ses ambitions dans le Golfe et au Moyen-Orient, une fois que la poussière des affaires à répétition et des dossiers les plus compromettants se serait tassée. Il pourrait choisir de s'appuyer également sur d'autres partenaires, moins solides ou moins prévisibles, comme le Liban ou la Turquie, pour renforcer sa posture régionale sur des dossiers spécifiques. Au Moyen-Orient donc, le Président Macron maintient le cap sur les principaux dossiers, tout en s'adaptant, de manière mesurée et [pragmatique](#), au contexte évolutif de la région. Cela permettra-t-il de faire aboutir des dossiers, ou seulement de [maintenir la France dans le jeu](#) ? Dans les deux cas, pour Paris, cela est aujourd'hui bon à prendre.